

AKTUELL



DÉI LÉNK

Pressions

Luc Caregari

Malgré leur stagnation électorale, Déi Lénk ne démordent pas de leurs revendications et essaient de mettre la pression sur les coalitionnaires - avant tout sur le LSAP et Déi Gréng.

C'est dans les locaux du Clae à Gasperich que Déi Lénk ont choisi de tenir leur première conférence de presse post-électorale. « Les délégations doivent prendre la mesure de leurs responsabilités par rapport à leurs programmes électoraux » a mis en garde Gary Diderich, un des deux porte-parole de la « sensibilité politique ». En d'autres mots : chers partis coalitionnaires, déi Lénk est là pour regarder par-dessus vos épaules.

En suivant quatre lignes thématiques - logement, santé, social et climat - Diderich et sa collègue porte-parole Carole Thoma ont rappelé les propositions de leur parti et les promesses électorales rouges et vertes, les libéraux n'ayant de toute façon pas leur confiance. En ce qui concerne le logement, il a été rappelé que Déi Lénk avaient déposé deux propositions de lois, une sur les locataires et une sur les propriétaires. Toutes deux retoquées par la majorité, mais reprises par le LSAP et déi Gréng dans leurs programmes. Se pose donc la question de la crédibilité de ces deux partis. En outre, Déi Lénk réclament une fin de la spéculation immobilière par le biais des fonds d'investissement spéciaux (FIS).

Appels de pied à la base du LSAP.

Sous le chapitre santé, c'est le tiers payant généralisé qui est en première ligne des revendications avec aussi l'instauration d'une couverture médicale universelle pour les plus démunis. « Selon un rapport de Médecins du monde sur le grand-duché, environ 1.500 personnes n'ont pas de couverture médicale du tout », a rappelé Diderich. Et de rappeler que ces mesures font également partie intégrante des programmes des deux partis précités.

C'est le rapport du Statec sur le travail et la cohésion sociale, paru quelques jours après les élections, qui sert à Déi Lénk de piqure de rappel aux futurs et anciens coalitionnaires. En effet, malgré une forte hausse de la croissance et de la productivité ces cinq dernières années, force est de constater que la théorie du ruissellement ne fonctionne pas trop, contrairement aux promesses des néolibéraux - avec un risque de pauvreté aussi bien en hausse que le risque de devenir « working poor ». C'est ainsi que Déi Lénk demandent, tout comme la Confédération européenne des syndicats, une augmentation du salaire minimum à 60 pour cent du salaire médian et une diminution du temps de travail conséquente. Ici, ce sont surtout les camarades socialistes qui sont dans le collimateur : « Le LSAP n'a rien à voir dans un gouvernement qui n'augmente pas le salaire minimum et ne baisse pas le temps de travail - nous espérons que la base des socialistes le voie aussi de cette façon », a mis en garde Carole Thoma.

Finalement, le climat fait aussi partie des préoccupations de Déi Lénk. Cela non seulement à cause du rapport alarmant de l'IPCC, mais aussi « parce que, depuis le grand show de la COP21 à Paris, pas grand-chose ne s'est passé », selon Carole Thoma. Elle a d'ailleurs rappelé que pas moins de 300 personnes sont mortes prématurément l'année dernière à cause de la pollution au Luxembourg et que celles-ci appartenaient surtout à la catégorie des plus vulnérables. Le parti demande donc que le gouvernement fasse ses devoirs, envoie à Bruxelles un plan national climat crédible, se donne les moyens d'une politique ambitieuse en créant un cadre légal pour la politique climatique et mette un terme une fois pour toutes au fameux « tourisme à la pompe ». Car, pour les éco-socialistes de Déi Lénk, toute problématique climatique est aussi une problématique sociale, et ces problèmes ne peuvent se résoudre qu'ensemble. Ou pas du tout - à voir.

SHORT NEWS

Le CSDD veut changer de tutelle

(rg) - Le Conseil supérieur pour un développement durable (CSDD) vient de publier ses réflexions destinées aux délégué-e-s des partis de la future coalition. Il y met en avant les défis qu'il juge essentiels pour répondre à la question comment « dès aujourd'hui, construire l'avenir que nous voulons vivre demain ? ». Le CSDD fait le lien entre ses propres lignes directrices et les résultats du sondage « Mäi Liewen zu Lëtzebuerg, haut a muer », publié avant les élections. Comme il existe une volonté des citoyen-ne-s à contribuer au développement durable, les propositions du CSDD mettent en avant le principe de la durabilité qui devrait jouer à tous les niveaux ainsi que la nécessité d'un cadre politique pour parvenir à un changement systémique. En dehors des revendications classiques, le CSDD se soucie aussi des aspects sociaux liés au développement durable ainsi que de la prise en compte des non-Luxembourgeois-es, tant résident-e-s que non-résident-e-s, dans les démarches à suivre. Deux revendications concernent le CSDD directement : pour devenir plus efficace, le conseil aimerait se voir doté d'une structure professionnelle conséquente. Actuellement, ce travail est assuré par des fonctionnaires du MDDI. Par ailleurs, il voudrait changer de tutelle : à l'instar du Conseil économique et social, le CSDD aimerait être « situé » du côté du ministère d'État - ceci dans un souci de cohérence des politiques et afin d'être perçu véritablement comme organe « conseillant le gouvernement sur les objectifs économiques, environnementaux et sociaux ».

Un cadre international pour l'information

(fb) - Dans une « Déclaration internationale sur l'information et la démocratie » publiée en début de semaine, la commission sur l'information de Reporters sans frontières (RSF) établit le cadre d'un espace global de l'information et de la communication, « bien commun de l'humanité » et dont l'organisation « relève de la responsabilité de l'humanité tout entière, par l'intermédiaire d'institutions démocratiques ». RSF demande notamment redevabilité « aux entités qui créent les moyens techniques, les architectures de choix et les normes de l'information et de la communication », de même que la neutralité politique, la promotion du pluralisme, des informations fiables, la transparence à l'inspection ainsi que l'intégration de ces idées dans leur conception dès le départ. L'association demande aussi un cadre international pour l'information et la communication. La commission sur l'information est présidée par Christophe Deloire, secrétaire général de RSF et Shirin Ebadi, lauréate du Prix Nobel de la Paix. Parmi les membres de la commission, des lauréats du Nobel comme Amartya Sen, Joseph Stiglitz, Mario Vargas Llosa, le journaliste Can Dündar ou encore la juriste Mireille Delmas-Marty. Infos : www.rsf.org

online

Pensez, résistez! Denken und handeln!

Puto G. : le gouvernement se rebiffe - Retour sur une mort accidentelle et les soupçons de xénophobie y afférents. woxx.eu/puto
Verkehrssicherheit: Die Schwachen sollen sich anpassen - Sichtbar sein, so lautet die Empfehlung an sanfte Verkehrsteilnehmer*innen. Selber schuld, ist die Botschaft an die Verkehrsoffer. woxx.eu/sichtbar

Philippines : Un partenaire de l'ASTM assassiné - Ben Ramos, de passage au Luxembourg, avait été interviewé par le woxx sur son combat pour les droits des paysan-ne-s. Maintenant il est mort. woxx.eu/ramos

Gegen Mittelstrecken-Aufrüstung! - Die Friddensplattform kritisiert Donald Trumps Ankündigung, aus dem INF-Vertrag auszuweichen. woxx.eu/e6cu

Freides owes um 18h sende mir op Radio Ara (102,9 an 105,2 MHz)
Am Bistro mat der woxx. Dës Woch eng Duebel-Episod, zum Thema-Artikel iwwert d'Spoliatioun an zu 30 Joer woxx. Wann Der d'Sendung verpasst, fannt Der se als Podcast op woxx.lu. Dir kënnt eis Sendung och mat enger App wéi Podcast-Addict sichen an dann abonnéieren.